Université de printemps du MS21

31 mars – 2 avril 2023

Samedi - 18h30 - 4ème table ronde

Quelles sont les composantes nécessaires pour une République Sociale ?

Bernard Teper (BT), Michèle Dessenne (MD), Clément Caudron (CC)

Modérateur : Michèle Fraize

CC : En France, l'exécutif est moins légitime que jamais. Macron est seul contre tous : seul contre la rue, seul contre le monde du travail et les syndicats, seul contre une partie de la représentation nationale. Comment est-il possible que les institutions permettent cela ? Nous avons les libertés individuelles, mais pas la maîtrise de notre destin. Pendant 5 ans, nous ne pouvons pas intervenir sur l'action des élus. C'est pourquoi il est proposé de créer un RIC (référendum d'initiative citoyenne) législatif et abrogatoire pour les lois, un RIC révocatoire pour les élus, et un RIC pour changer de Constitution.

Nous pourrions choisir des représentants par tirage au sort. Une des deux chambres pourrait être tirée au sort. Pour la première chambre, il faudrait garder des élections qui sont des moments de débats. L'élection se ferait à la proportionnelle avec prime au vainqueur. Les élus devraient avoir des comptes à rendre par la mise en place d'un mandat contractuel qui engagerait les élus.

La mise en place de la décroissance, ainsi que la diminution du temps de travail, devraient permettre aux citoyens d'être correctement formés pour l'exercice de la démocratie.

MD : Comment créer les conditions de la création d'une République souveraine et sociale ? Veut-on garder un président de la République ? Notre indépendance doit être préservée vis-à-vis de toute tutelle.

Seul le peuple doit changer la Constitution. Il s'agit d'un processus qui mêle la forme et le fond, qui passera par une nouvelle déclaration des droits et la redéfinition de ce qu'est un représentant du peuple. Il faut supprimer le Sénat et le remplacer par un comité territorial national composé d'élus de plusieurs collèges. Les élections devraient se faire pour un programme. Il faut instaurer le mandat impératif, et organiser des référendums.

Le peuple doit être souverain dans la République. La République doit être indépendante des forces du marché et du capital. Nous souhaitons une France non-alignée, laïque, solidaire, protectrice des faibles, heureuse, joyeuse, dans et hors de ses frontières, pacifique, respectueuse des biens communs.

Il faut une stratégie pour cela. Le PARDEM appelle toutes les organisations politiques intéressées à faire cause commune pour la réalisation de ces objectifs.

BT : Le système capitaliste a de plus en plus de difficulté à maintenir le taux de profit qui enrichit sa classe dominante, ce qui entraîne diminution des libertés et répression. La République Sociale est un modèle politique avec primat de la question sociale, et constitue la seule possibilité de rassembler largement. La lutte des classes est le moteur de l'Histoire.

Une République se définit depuis la Révolution Française, comme un modèle politique basé sur le triptyque liberté, égalité, fraternité. Une République Sociale comporte des principes en plus :
- laïcité
- démocratie
- solidarité (Sécurité Sociale)
- universalité concrète
- sécurité et sûreté (sécurité par rapport à l'Etat)
- souveraineté populaire
- développement écologique et social

Ce modèle est évolutif et adaptable. Il suppose d'avoir une théorie révolutionnaire qui s'adapte au réel. La ligne stratégique doit fonctionner sur le principe de la double besogne (combiner revendications immédiates et projet politique final). L'évolution révolutionnaire (Jaurès) nécessite quatre ruptures :

- rupture démocratique (débat entre Sièyes et Condorcet) Sièyes voulait le vote des représentants contre la démocratie.

- rupture laïque, aujourd'hui la menace provient de partout : cléricalismes, pulsions anti-laïques...
- rupture sociale
- rupture écologique

Il y a aussi six exigences :
- ré-autonomiser la sphère de constitutions des libertés (école, services publics, Sécurité Sociale)
- refonder l'UE
- promouvoir une véritable égalité homme/femme
- refonder la politique de réindustrialisation de la France
- modifier toutes les lois sur l'immigration et la nationalité française
- engager la socialisation progressive des entreprises (ce qui est différent d'une nationalisation qui reste contrôlée par le capitalisme)

Question :

Une nationalisation n'est pas forcément aux mains des capitalistes. Certaines propriétés doivent être communes (EDF, les banques...), et ne pas appartenir qu'aux salariés.

Réponses :

CC : Dans un système économique non capitaliste, qui décide ? Il resterait un secteur public plus étendu qu'aujourd'hui, et un secteur privé non capitaliste (entreprises autogérées). Il est possible d'imaginer des entreprises démocratiques gérées par des gouvernements d'entreprise élus par les salariés.

BT : La socialisation progressive peut être envisagée pour la plus grande partie des entreprises. Il faut se référer au débat qui a eu lieu entre Jaurès et Guesde sur la propriété sociale de la verrerie d'Albi. Jaurès a proposé la création d'un collège représentatif des salariés mais aussi des verriers de toute la France. Des actions gratuites sont distribuées aux salariés qui deviennent progressivement propriétaires de l'entreprise. Les grands services publics nationaux seraient gérés par un collège élu de salariés et d'usagers, dans le cadre d'une planification étatique.